



**Sortie de crise : notre réponse progressiste
Déclaration conjointe
du PSE et du groupe S&D au Parlement Européen**

Adoptée par la Présidence PSE du 10 juin 2010

La crise économique et financière a porté un coup terrible à l'Europe. Depuis maintenant près de trois ans, nous avons été témoins de ses conséquences sociales désastreuses. Elle laisse les peuples européens confrontés à un choix décisif : l'action commune ou la stagnation. Cette crise s'est révélée être un tournant en matière de coopération économique, démontrant que l'union monétaire ne pouvait pas fonctionner sans une union économique. Les socialistes et sociaux-démocrates européens se doivent de montrer le chemin praticable pour sortir de cette crise.

Les derniers mois ont vu à l'œuvre un schéma bien particulier, tant à Bruxelles que dans les capitales nationales. La droite, dominante en Europe, s'obstine à faire le mauvais choix. Ce choix repose sur une idéologie discréditée et un passé économique mythifié. Ce choix vise à réduire massivement les budgets publics, détruire les emplois et démanteler l'Etat-providence. Ce choix repose sur ces mêmes marchés financiers exempts de toute régulation qui ont causé la crise économique et nous dictent désormais les termes de la survie économique des Etats membres souverains. C'est un choix basé sur le déni du rôle indispensable du débat politique et des représentants démocratiquement élus en protégeant la consolidation fiscale, la croissance et la cohésion sociale des marchés. La stratégie conservatrice consiste à accroître le fossé entre les riches et les pauvres au sein de nos sociétés, affectant plus durement les plus vulnérables. Les femmes, en particulier, qui constituent la majorité des employés et des utilisateurs du service public souffrent des coupes budgétaires qui affectent non seulement la situation des femmes mais aussi l'avenir de nos enfants. L'unique ambition proposée par les conservateurs pour colmater les brèches apparues durant la crise sur les murs de notre foyer économique consiste à y appliquer quelques couches de peinture. Leur obsession pour l'argent facile est part définition court-termiste. La droite n'a tout simplement pas les outils pour dépasser cette crise, en tirer les conclusions qui s'imposent et promouvoir une alternative pour l'Europe.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates européens, défendons une nouvelle voie reposant sur une solide analyse des causes de cette crise. C'est un projet structurellement pertinent intégrant les leçons du passé.

Alors que l'édifice du projet économique néolibéral s'est brusquement écroulé en se révélant être un colosse aux pieds d'argile, les progressistes doivent incarner le réalisme économique. Nous devons réintégrer les décisions économiques au sein du champ politique. Notre alternative n'est pas seulement idéologique. Elle est simplement la solution la plus durable, et solidaire pour tous les citoyens d'Europe.



Face à la réponse politique non durable et inappropriée des conservateurs européens, nous nous sommes engagés à mettre en œuvre *une sortie de crise progressiste* visant à atteindre les objectifs de relance économique, de croissance durable, de création d'emplois de meilleure qualité, d'inclusion sociale, de soutenabilité à long-terme des finances publiques et à sauvegarder la situation de l'Europe sur la scène internationale. Cette approche repose sur quatre actions politiques immédiates et constitue notre projet pour renforcer la gouvernance économique de l'Europe.

Premièrement, nous devons protéger l'accès au financement des gouvernements de la spéculation à travers la mise en place d'un Mécanisme Européen pour la Stabilité Financière. Les Etats membres de l'Union européenne, dont les finances publiques ont été sévèrement affectées par le sauvetage du secteur financier et de l'économie réelle, ne peuvent s'engager sur la voie de la reprise économique en étant sous la menace constante d'un défaut de paiement. Un mécanisme européen destiné aux Etats membres de la zone Euro combinant solidarité, coopération et responsabilité tel qu'approuvé par les Premiers Ministres et Leaders du PSE le 25 mars 2010, constitue une partie de la réponse censée permettre aux gouvernements de conduire les politiques de relance économique requises. Les Etats membres de l'Union doivent faire preuve d'unité afin de promouvoir l'emploi et la croissance. En outre, une régulation efficace et améliorée de l'industrie financière et de ses produits est indispensable. Il est également nécessaire de réglementer les agences de notation qui ont contribué dans une large mesure à exacerber les attaques spéculatives.

Deuxièmement, afin de consolider les finances publiques tout en sauvegardant notre modèle social, nous devons avoir recours à de nouveaux instruments fiscaux et non fiscaux destinés à collecter des revenus justes et durables. En premier lieu, la taxe sur les transactions financières s'avère indispensable. Il s'agit d'assurer un juste partage du coût de la crise, de restreindre les mouvements spéculatifs et de garantir une contribution du secteur financier en faveur d'une sortie de crise. Une taxation équitable des activités à forte externalité négative sur l'environnement telle qu'une fiscalité verte doit être intégrée à cette révolution fiscale, qui mettra fin à des décennies d'évaporation de la taxation du capital. Une partie de la solution réside dans le règlement de la question de l'évasion et de la fraude fiscale par la coopération. Une utilisation différente des fonds structurels européens et des prêts octroyés par la Banque Européenne d'Investissement, ou encore l'établissement de mécanismes européens tels que les Eurobonds destinés à financer les investissements de long-terme fournirait également des marges de manœuvre financières supplémentaires complétant les budgets nationaux.

Troisièmement, nous devons placer la relance de l'économie et du marché de l'emploi tout comme le progrès social, au cœur des objectifs des politiques publiques. Les dépenses publiques doivent être réorientées à cette fin et porter une attention particulière à l'économie verte. Les réductions budgétaires à venir doivent être ciblées avec précision et limitées, et les coupes dans les dépenses sociales être évitées autant que possible. Le pacte de stabilité et de croissance doit être appliqué de manière équilibrée afin d'atténuer la tension exercée sur les budgets nationaux. Les délais de correction établis dans le cadre des procédures de déficit excessif doivent être prolongés. Un pacte européen pour le progrès social doit être adopté afin de limiter les conséquences sociales de la crise et d'offrir à tous les citoyens l'opportunité de participer activement au marché du travail. Il ne peut y avoir de sortie de crise progressiste sans égalité entre les femmes et les hommes. Les objectifs et mesures en faveur de l'emploi des femmes doivent ainsi être inclus dans toutes les initiatives de relance.

Quatrièmement, les politiques budgétaires doivent être rendues plus efficaces en renforçant la coordination européenne, notamment au sein de la zone Euro. La coordination des politiques budgétaires en Europe doit déboucher sur un instrument favorable à la croissance et la création d'emplois, par l'optimisation des externalités économiques. Il faut en finir avec les considérations biaisées selon lesquelles la coordination économique implique des coupes



budgétaires. La coopération économique doit également être renforcée à l'échelon international et être opposée aux tentatives de retour au nationalisme économique proné par les conservateurs.

Ces actions doivent être prises aujourd'hui afin de garantir notre capacité à atteindre demain nos objectifs de long-terme : évoluer vers une économie à faible intensité carbone et basée sur le savoir et l'innovation au sein d'une société inclusive dotée de systèmes sociaux renforcés.

Les socialistes et sociaux-démocrates européens se sont engagés à sortir renforcés de cette crise et à prendre les actions ambitieuses requises. Face à la prise de position destructrice des forces conservatrices, le PSE s'engage à rester uni en faveur d'une stratégie progressiste pour un futur Européen prospère, solidaire et durable.

